

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara - CS 70248 - 13331 Marseille cedex 03

Marseille, le 22/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MONIER

67 avenue de Fontainebleau
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Références : D-0261-MRS-2024

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance) : 0006403649

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2024 dans l'établissement MONIER implanté 172 Chemin de Saint-Louis au Rove 13016 MARSEILLE 16. L'inspection a été annoncée le 01/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONIER
- 172 Chemin de Saint-Louis au Rove 13016 MARSEILLE 16
- Code AIOT : 0006403649
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MONIER exploite une installation de fabrication de produits céramiques et réfractaires.

Thèmes de l'inspection :

- les usages de l'eau et origine de l'eau consommée pour chaque usage,
- le suivi des consommations d'eau (compteurs, registre, le cas échéant déclaration GEREP...),
- l'existence d'un plan de sobriété hydrique (PSH).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Origine de l'eau et prélèvement | Arrêté Préfectoral du 05/04/2005, article 4.1.1 | Sans objet |
| 2 | Présence de compteurs | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15 | Sans objet |
| 3 | Volumes d'eau prélevés | Arrêté Préfectoral du 05/04/2005, article 4.1.2 | Sans objet |
| 4 | Suivi des consommations d'eau / relevé / registre | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15 | Sans objet |
| 5 | Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I | Sans objet |
| 6 | Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise) | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV | Sans objet |
| 7 | Mise en œuvre du PSH | Autre du 20/03/2023, article communication DREAL | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de rappeler à l'exploitant que la zone sécheresse à surveiller par ce dernier n'est pas la zone d'implantation du site mais la zone de prélèvement majoritaire de ses eaux consommées.

En conséquence, celui-ci doit demander la provenance de son eau potable à son fournisseur d'eau. Les éléments de réponse devront être transmis à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2005, article 4.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Prescription contrôlée : 4.1.1 : Origine des approvisionnements en eau L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau. En particulier, la réfrigération des machines en circuit ouvert est interdite. |
| Constats : La visite d'inspection a permis de faire le point sur l'usage de l'eau sur le site. L'eau provient du réseau AEP de la ville de Marseille. L'eau intervient dans les étapes suivantes : <ul style="list-style-type: none">- humidification de l'argile- préparation de l'engobe,- nettoyage des cabines d'engobage : l'eau de nettoyage des cabines est 100 % recyclée au niveau du malaxeur, du doseron.- trempage des palettes après cuisson dans un bain acide pour éviter des efflorescences dans la tuile liées au sulfate après cuisson- Usages sanitaires- Lavage des engins (chariots, chargeuses) Le site n'est pas équipé d'un dispositif d'abattement des poussières. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet les masses d'eau relatives à l'origine de l'eau du réseau AEP. |
| Type de suites proposées : Sans suites |

N° 2 : Présence de compteurs

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. |
| Constats : Le site est équipé de dispositifs de mesure totalisateur de type compteur. L'exploitant suit le compteur lié au réseau AEP. Il accède via son fournisseur d'eau au volume consommé chaque jour. Certains ateliers sont équipés de sous-compteurs, pour des raisons liées au process. Cependant, suite à l'arrêté ministériel "sécheresse", l'exploitant projette de les utiliser pour gérer / optimiser sa consommation d'eau. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Volumes d'eau prélevés

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2005, article 4.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Prescription contrôlée : 4.1.2 : Exploitation des installations de prélèvement d'eaux Les installations de prélèvement doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé. |
| Constats : L'exploitant tient un registre dématérialisé des volumes journaliers prélevés, obtenus à partir du portail client du fournisseur d'eau |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Prescription contrôlée : Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant tient un registre des volumes journaliers, à partir du site internet du fournisseur d'eau. Les consommations d'eau sont : <ul style="list-style-type: none">- 2021 : 35 850 m³ (fuite aval compteur),- 2022 : 17 911 m³,- 2023 : 18 087 m³ (plusieurs arrêts techniques environ 2.5 à 3 mois). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Déclarations GEREPE : prélèvements et volumes d'eau rejetés

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Prescription contrôlée : Pour : <ul style="list-style-type: none">- établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ;[...] Prélèvements : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an. Volumes d'eaux rejetés : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; |
| Constats : L'exploitant saisit sa consommation d'eau dans la déclaration GEREPE et elle est conforme à son registre interne. Aucun volume n'est saisi concernant les eaux rejetées : <ul style="list-style-type: none">- les eaux de process sont réutilisées à 100 %,- les eaux de la station de lavage passent dans un séparateur à hydrocarbures et sont épandues sur l'argile (stock amont production tuiles),- les eaux sanitaires sont rejetées dans une fosse septique. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Prescription contrôlée : Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise. |
| Constats : L'exploitant n'a pas été concerné par l'alerte renforcée ou crise en 2023. La visite d'inspection a permis de rappeler à l'exploitant que le niveau de gravité de la zone qu'il doit suivre correspond à la zone géographique dont dépend son prélèvement majoritaire. Les informations sont disponibles sur le site internet VIGIEAU (https://vigieau.gouv.fr) |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Mise en œuvre du PSH

| |
|---|
| Référence réglementaire : Autre du 20/03/2023, communication DREAL |
| Thème(s) : Risques chroniques, PSH |
| Prescription contrôlée : Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024. Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024. Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas : 1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors. 2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte. Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA. Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt. L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH. Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes. |

Constats :

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en œuvre le plan de sobriété hydrique (PSH).

Type de suites proposées : Sans suite